

Légation de Suisse
en
France

En circulation
28.7. 1951
Paris, le 18 juillet 1951.

Lettre politique
Confidentielle

*Retour
le 4.8.51. ds.*

Monsieur le Conseiller fédéral,

Quoi que les événements en Perse ne soient pas directement de mon ressort, j'ai l'honneur de vous donner ci-après quelques renseignements qu'un de mes collaborateurs a obtenus d'un ancien ambassadeur de Perse, apparenté à la dynastie déposée de Kadjars, et qui est un neveu du Premier Minister persan actuel, le Dr. Mossadegh.

L'informateur de mon collaborateur évoqua d'abord la haute figure de son oncle qui jouirait d'un ascendant considérable sur les milieux intellectuels, ainsi que sur de larges couches de l'opinion publique. Il serait absolument intègre, intransigeant sur les questions de principe et, par ailleurs, très détaché des contingences matérielles. Ce trait de caractère ne le prépare évidemment pas à des négociations dont le marchandage n'est pas toujours absent.

En revanche, la Cour et les milieux qui gravitent autour d'elle, ainsi que la majorité des parlementaires lui sont foncièrement hostiles et désireraient sans doute l'éloigner du gouvernement, mais reculent devant une destitution qui, dans les circonstances actuelles, aurait certainement les plus graves conséquences quant à la situation intérieure du pays.

L'ancien ambassadeur d'Iran voit dans les événements ayant provoqué le déclenchement de l'incident des pétroles une fausse manoeuvre de l'Intelligence Service. Les agents anglais estimant que le précédent chef du gouvernement, le Général Rasmara, n'était pas suffisamment malléable et qu'il prêtait par ailleurs une oreille un peu trop attentive aux sollicitations des compagnies américaines, l'auraient fait assassiner, dans l'espoir de lui voir succéder un gouvernement inspiré directement par le Palais et avec lequel les négociations seraient plus aisées. L'événement démentit leur attente, puisqu'il eut pour effet de

Monsieur le Conseiller fédéral
Max Petitpierre,
Chef du Département Politique fédéral,

B e r n e .



soulever la vague des passions nationalistes qui porta le Dr. Mossadegh au pouvoir, lequel n'eut rien de plus pressé que d'imposer au Parlement le vote de la loi de nationalisation des pétroles - que celui-ci avait pourtant refusée à la quasi unanimité sous le gouvernement Rasmara -. Le Dr. Mossadegh était poussé, en agissant ainsi, par la nécessité de sa doctrine, mais aussi parce que l'Anglo-Iranian Oil Company constituait dans le pays un foyer d'intrigues, un centre de corruption inouï, un Etat dans l'Etat. Le Premier persan pensa qu'aussi longtemps que cette forteresse demeurerait debout, il lui serait absolument impossible d'entreprendre la grande oeuvre d'émancipation, d'assainissement et de modernisation de son pays qu'il rêvait.

Mossadegh voit la confirmation de sa méfiance dans le fait que la police iranienne découvrit au siège de la Compagnie d'innombrables reçus de "pots de vin" versés à des hommes d'Etat persans pour qu'ils fissent la politique de Londres. En face d'un problème aussi crucial, la question du montant des "royalties" versées par la Compagnie ne pèse que d'un faible poids. Non certes qu'un gouvernement aussi démuné n'ait pas le plus grand besoin de ces fonds, mais nous touchons là à l'autre aspect de la personnalité de Mossadegh : son réalisme, sa connaissance des contingences mondiales actuelles et singulièrement des relations anglo-américaines. Il croit, d'une part, peu probable qu'en définitive les Anglais s'en iront, sachant que ce serait pour toujours. Et d'autre part, il demeure persuadé que les Américains feront tout ce qui est en leur possible pour sauvegarder la production du pétrole iranien "qui est nécessaire au monde libre" et qu'ils sauront, le moment venu, trouver la solution satisfaisante :

- 1) direction iranienne (avec contrôle strict de toute la comptabilité, ce qui est, du point de vue persan, une question primordiale);
- 2) personnel technique britannique ou américain (Mossadegh n'attache pas, en effet, grande importance aux déclarations de Washington à ce sujet, qui auraient pour seul but de maintenir la façade de la solidarité anglo-américaine).

Il est clair que les Britanniques lutteront avec la dernière énergie contre une pareille éventualité, qui aurait pour effet de les obliger à acheter en dollars le pétrole persan, qui alimente leur flotte de guerre et pourvoit à une partie de leurs besoins civils. Ils s'y opposeront, à moins que les Américains ne leur consentent certains crédits, qui

- 3 -

leur permettraient d'atténuer ou de compenser leur déficit en dollars. C'est dire aussi que la crise anglo-persane est un aspect de la crise anglo-américaine. Mais tout serait idyllique si Américains et Anglais pouvaient tranquillement poursuivre leurs petits jeux. Mais il y a les Russes, qui attendent et qui voient d'un mauvais oeil l'intervention américaine. Or, ils ont une carte dans le jeu persan, qui est le parti Toudéh. Il serait surprenant qu'ils ne l'utilisent pas, ne serait-ce que pour rappeler qu'ils sont présents, au moment où l'envoyé spécial du Président Truman arrive à Téhéran.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral,
l'hommage de mon respect.

Satis